GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA **DEL REGNO D'ITALIA**

Anno LXIV — **Roma — Sabato, 1° dicembre 1923** — **Numero 282**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

SOMMARIO

PARLAMENTO NAZIONALE

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DEL REGNO

Il Senato del Regno è convocato in seduta pubblica per giovedì 6 dicembre 1923, alle ore 15, col seguente

ORDINE DEL GIORNO:

I. Interrogazioni.

II. Discussione dei seguenti disegni di legge:

1. Conversione in legge del decreto Reale 19 aprile 1923, n. 1000, recante modificazioni al testo unico delle leggi sulla Cassa di previdenza per le pensioni dei sanitari, approvato con R. decreto 2 gennaio 1913, n. 453, libro III, parte III (N. 603);

2. Conversione in legge del Regio decreto 15 luglio 1923, n. 1717, per la riforma delle vigenti disposizioni sulla affrancazione dei canoni, censi ed altre prestazioni perpetue (numero 632);

3. Conversione in legge dei Regi decreti 30 dicembre 1920, n. 1890, e 29 gennaio 1922, n. 43, concernenti l'acquisto della cittadinanza italiana nei nuovi territori annessi al Regno (N. 596);

4. Per la separazione della frazione di Aprica dal comune di Teglio (provincia di Sondrio) e sua costituzione in comune autonomo (N. 612);

5. Conversione in legge del R. decreto 14 giugno 1923, numero 1445, che modifica la circoscrizione di alcune Camere di commercio del Regno (N. 634);

6. Conversione in legge del R. decreto 2 settembre 1923, n. 1940, che autorizza il prelevamento di L. 130.000 per provvedere al pagamento di spese attinenti alla sopraelevazione di un quarto piano nell'edificio dell'Amministrazione centrale delle Casse di risparmio postali (N. 639);

7. Conversione in legge del R. decreto 2 settembre 1923, n. 1917, che stabilisce la misura della tassa fissa di registro per la convenzione con la Compagnia concessionaria delle stazioni radiotelegrafiche e per le convenzioni ed atti allegati alla medesima (N. 640);

8. Conversione in legge del R. decreto 7 giugno 1923, numero 1325, che regola l'imposizione del nome alle navi mercantili (N. 643);

9. Conversione in legge del R. decreto 10 agosto 1923, numero 1882, portante modificazione al R. decreto-legge 1° febbraio 1923, n. 211, che reca provvedimenti a favore delle costruzioni navali (N. 644);

10. Conversione in legge del R. decreto 10 settembre 1923, n. 2144, che autorizza la demolizione dei piroscafi in legno dietro osservanza di speciali condizioni (N. 646);

11. Conversione in legge del R. decreto 23 marzo 1922, n. 693, relativo a riduzioni di tariffa per i trasporti dei residui utilizzabili della combustione del carbon fossile (N. 647);

12. Conversione in legge del R. decreto 10 settembre 1923, n. 1939, riguardante la concessione sussidiata all' industria privata dei servizi di navigazione sul Lago Maggiore (numero 654).

Il Presidente: TITTONI.

LEGGI E DECRETI

REGIO DECRETO-LEGGE 31 ottobre 1923, n. 2495.
Convenzione per l'unificazione internazionale ed il perfezionamento del sistema metrico.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;
Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato *ad interim* per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per l'economia nazionale e per le finanze;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione fra l'Italia ed altri Stati, firmata a Sèvres il 6 ottobre 1921, che modifica la convenzione ed il regolamento stipulati a Parigi il 20 maggio 1875, per l'unificazione internazionale ed il perfezionamento del sistema metrico.

Art. 2.

Il presente decreto, che sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge, entrerà in vigore nel giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — CORBINO — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, con riserva, addì 28 novembre 1923.
Atti del Governo, registro 218, foglio 213. — GRANATA.

Convention internationale portant modification:
1° De la Convention signée à Paris le 20 mai 1875, pour assurer l'unification internationale et le perfectionnement du système métrique;
2° Du règlement annexé à cette Convention.

CONCLUE ENTRE:

l'Allemagne, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Norvège, le Pérou, le Portugal, la Roumanie, l'Etat Serbe-Croate-Slovène, le Siam, la Suède, la Suisse et l'Uruguay.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en conférence à Paris, sont convenus de ce qui suit:

Article premier.

Les articles 7 et 8 de la Convention du 20 mai 1875 sont remplacés par les dispositions suivantes:

Art. 7. — Après que le Comité aura procédé au travail de coordination des mesures relatives aux unités électriques, et lorsque la Conférence générale en aura décidé par un vote unanime, le Bureau sera chargé de l'établissement et de la conservation des étalons des unités électriques et de leurs témoins, ainsi que de la comparaison, avec ces étalons, des étalons nationaux ou d'autres étalons de précision.

Le Bureau est chargé, en outre, des déterminations relatives aux constantes physiques dont une connaissance plus exacte peut servir à accroître la précision et à assurer mieux l'uniformité dans les domaines auxquels appartiennent les unités ci-dessus mentionnées (art. 6 et premier alinéa de l'art. 7).

Il est chargé, enfin, du travail de coordination des déterminations analogues effectuées dans d'autres instituts.

Art. 8. — Les prototypes et étalons internationaux, ainsi que leurs témoin, demeureront déposés dans le Bureau; l'accès du dépôt sera uniquement réservé au Comité international.

Article 2.

Les articles 6, 8, 9, 10, 11, 12, 15, 17, 18 et 20 du règlement annexé à la Convention du 20 mai 1875 sont remplacés par les dispositions suivantes:

Art. 6. — La dotation annuelle du Bureau international est composée de deux parties, l'une fixe, l'autre complémentaire.

La partie fixe est, en principe, de 250,000 fr., mais peut être portée à 300,000 fr. par décision unanime du Comité. Elle est à la charge de tous les Etats et des Colonies autonomes qui ont adhéré à la Convention du Mètre avant la sixième Conférence générale.

La partie complémentaire est formée des contributions des Etats et des Colonies autonomes qui sont entrés dans la Convention après ladite Conférence générale.

Le Comité est chargé d'établir, sur la proposition du directeur, le budget annuel, mais sans dépasser la somme calculée conformément aux stipulations des deux alinéas ci-dessus. Ce budget est porté, chaque année, dans un Rapport spécial financier, à la connaissance des Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Dans le cas où le Comité jugerait nécessaire, soit d'accoître au delà de 300,000 fr. la partie fixe de la dotation annuelle, soit de modifier le calcul des contributions déterminé par l'article 20 du présent règlements, il devrait en saisir les Gouvernements, de façon à leur permettre de donner, en temps utile, les instructions nécessaire à leurs délégués à la Conférence générale suivante, afin que celle-ci puisse délibérer valablement. La décision sera valable seulement dans le cas où aucun des Etats contractants n'aura exprimé, ou n'exprimera, dans la Conférence, un avis contraire.

Si un Etat est demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution, celle-ci est répartie entre les autres Etats, au prorata de leurs propres contributions. Le sommes supplémentaires, versées ainsi par les Etats pour parfaire le montant de la dotation du Bureau, sont considérées comme une avance faite à l'Etat retardataire, et leur sont remboursées si celui-ci vient à acquitter ses contributions arriérées.

Les avantages et prérogatives conférés par l'adhésion à la Convention du Mètre sont suspendus à l'égard des Etats déficitaires de trois années.

Après trois nouvelles années, l'Etat déficitaire est exclu de la Convention, et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du présent règlement.

Art. 8. — Le Comité international, mentionné à l'article 3 de la Convention, sera composé de dix-huit membres, appartenant touts à des Etats différents.

Lors du renouvellement, par moitié, du Comité international, les membres sortants seront d'abord ceux qui, en cas de vacances, auront été élus provisoirement dans l'intervalle entre deux sessions de la Conférence; les autres seront désignés par le sort.

Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 9. — Le Comité international se constitue en choisissant lui-même, au scrutin secret, son président et son secrétaire. Ces nominations sont notifiées aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Le président et le secretaire du Comité, et le directeur du Bureau, doivent appartenir à des pays différents.

Une fois constitué, le Comité ne peut procéder à de nouvelles élections ou nominations que trois mois après que tous les membres auront été informés de la vacance donnant lieu à un vote.

Art. 10. — Le Comité international dirige tous les travaux métrologiques que les Hautes Parties contractantes décideront de faire exécuter en commun.

Il est chargé, en outre, de sourveiller la conservation des prototypes et étalons internationaux.

Il peut, enfin, instituer la coopération de spécialistes dans des questions de métrologie, et coordonner les résultats de leurs travaux.

Art. 11. — Le Comité se réunira au moins une fois tous les deux ans.

Art. 12. — Les votes au sein du Comité ont lieu à la majorité des voix; en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les décision ne sont valables que si le nombre des membres présents égale au moins la moitié des membres élus qui composent le Comité.

Sous réserve de cette condition, le membres absents ont le droit de déléguer leurs votes aux membres présent, qui devront justifier de cette délégation. Il en est de même pour les nominations au scrutin secret.

Le directeur du Bureau a voix délibérative au sein du Comité.

Art. 15. — Le Comité international élaborera un règlement détaillé pour l'organisation et les travaux du Bureau, et il fixera les taxes à payer pour les travaux extraordinaires prévus aux articles 6 et 7 de la Convention.

Ces taxes seront affectées au perfectionnement du matériel scientifique du Bureau. Un prélèvements annuel pourra être effectué, en faveur de la Caisse de Retraites, sur le total de taxes perçues par le Bureau.

Art. 17. — Un règlement, établi par le Comité, fixera l'effectif maximum pour chaque catégorie du personnel du Bureau.

Le directeur et ses adjoints seront nommés au scrutin secret par le Comité international. Leur nomination sera notifiée aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Le directeur nommera les autres membres du personnel, dans les limites établies par le règlement mentionné au premier alinéa ci-dessus.

Art. 18. — Le directeur du Bureau n'aura accès au lieu de dépôt des prototypes internationaux qu'en vertu d'une résolution du Comité, et en présénce d'au moins un de ses membres.

Le lieu de dépôt des prototypes ne pourra s'ouvrir qu'au moyen de trois clés; dont une sera en la possession du directeur des Archives de France, la seconde dans celle du Président du Comité, et la troisième dans celle du directeur du Bureau.

Les étalons de la catégorie des prototypes nationaux serviront seuls aux travaux ordinaires de comparaisons du Bureau.

Art. 20. — L'échelle des contributions, dont il est question à l'article 9 de la Conventions, est établie, pour la partie fixe, sur la base de la dotation indiquée par l'article 6 du présent règlement, et sur celle de la population; la contribution normale de chaque Etat ne peut être inférieure à 5 pour 1000, ni supérieure à 15 pour 100 de la dotation totale, quel que soit le chiffre de la population.

Pour établir cette échelle, on détermine d'abord quels sont les Etats que se trouvent dans les conditions voulues pour ce minimum et ce maximum, et l'on répartit le reste de la somme contributive entre les autres Etats, en raison directe du chiffre de leur population.

Les parts contributives ainsi calculées son valables pour toute la période de temps comprise entre deux Conférences générales consécutives, et ne peuvent être modifiées, dans l'intervalle, que dans les cas suivants:

a) Si l'un des Etats adhérents a laissé passer trois années successives sans faire ses versements;

b) Si, au contraire, un Etat, antérieurement retardataire de plus de trois ans, ayant versé ses contributions arriérées, il y a lieu de restituer aux autres Gouvernements les avances faites par eux.

La contribution complémentaire est calculée sur la même base de la population, et est égale à celle que les Etats anciennement entrés dans la Convention paient dans les mêmes conditions.

Si un Etat ayant adhéré à la Convention déclare en vouloir étendré le bénéfice à une ou plusieurs de ses Colonies non autonomes, le chiffre de la population des dites Colonies sera ajouté a celui de l'Etat pour le calcul de l'échelle des contributions

Lorsqu'une Colonie reconnue autonome désirera adhérer à la Convention, elle sera considérée, en ce qui concerne son entrée dans cette Convention, suivant la décision de la Métropole, soit comme une dépendance de celle-ci, soit comme un Etat contractant.

Article 3.

Tout Etat pourra adhérer à la présente Convention en notifiant son adhésion au Gouvernement français, qui en donnera avis à tous les Etats participants et au Président du Comité international des Poids et Mesures.

Toute accession nouvelle à la Convention du 20 mai 1875 entraînera obligatoirement adhésion à la présente Convention.

Article 4.

La présente Convention sera ratifiée. Chaque Puissance adressera, dans les plus court délai possible, sa ratification au Gouvernement français, par les soins duquel il en sera donné avis aux autres Pays signataires. Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement français. La présente Convention entrera en vigueur, pour chaque Pays signataire, le jour même du dépôt de son acte de ratification.

Fait à Sèvres, le 6 octobre 1921, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement français, et dont les expéditions authentiques seront remises à chacun des Pays signataires.

Ledit exemplaire, daté comme il est dit ci-dessus, pourra être signé jusqu'au 31 mars 1922.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention.

Pour l'Allemagne . . .	Forster, Kösters.
Pour la République Argentine	M.-T. de Alvear, Luis Bemberg.
Pour l'Autriche	Mayrhauser.
Pour la Belgique . . .	Ern. Pasquier.
Pour le Brésil	Franc. Ramos de Andrade Neves.
Pour la Bulgarie . . .	Savoff.
Pour le Canada	Hardinge of Penshurst, J.-E. Sears j.r
Pour le Chili	M. Amunategui.
Pour le Danemark . .	K. Prytz.
Pour l'Espagne . . .	Severo Gomez Nuñez.
Pour les Etats-Unis .	Sheldon Whitehouse, Samuel-W. Stratton.
Pour la Finlande . . .	G. Melander.
Pour la France . . .	P. Appel, Paul Janet, A. Perot, J. Violle.
Pour la Grande-Bretagne	Hardinge of Penshurst, J.-E. Sears j.r, P.-A. MacMahon.
Pour la Hongrie . . .	Bodola Lajos.
Pour l'Italie	Vito Volterra, Napoleone Reggiani.
Pour le Japon . . .	A. Tanakadate, Saishiro Koshida.
Pour le Mexique . . .	Juan F. Urquidi.
Pour la Norvège . .	D. Isaachsen.
Pour le Pérou . . .	G. Tirado.
Pour le Portugal . .	Armando Navarro.
Pour la Roumanie .	St. Hepites, C. Statescu.
Pour la Serbie - Croatie Slovénie	M. Bochkovitch, Célestin Kargatchin.
Pour le Siam . . .	Damras.
Pour la Suède . . .	K.-A. Wallroth, Ivar Fredholm
Pour la Suisse	Raoul Gautier.
Pour l'Uruguay . . .	J.-C. Blanco.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro degli affari esteri:

MUSSOLINI.

REGIO DECRETO 31 ottobre 1923, n. 2505.

Trattamento degli ufficiali del Regio esercito che prestano in colonia servizio di carattere militare.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

In virtù dei poteri conferiti al Governo con la legge dicembre 1922, n. 1601;

Visto l'art. 23 del R. decreto 30 settembre 1922, n. 1290;

Visto l'art. 9 del R. decreto 31 dicembre 1922, n. 1826;

Visto il R. decreto di pari data che regola il trattamento del personale in servizio civile nelle colonie;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le colonie, di concerto con quelli per la guerra e per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Sono estese, con le modificazioni ed aggiunte di cui all'articolo seguente, agli ufficiali del Regio esercito appartenenti ai Regi corpi di truppe coloniali ed ai corpi di polizia le disposizioni contenute negli articoli 1, 2, 3 e 4, comma 1°, lettere *a*) e *b*), comma 2° e 3°, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 13, 15, 16, 18, comma 2°, 19, 20, comma 1°, e 21 del R. decreto di pari data che regola il trattamento del personale in servizio civile nelle colonie.

Le disposizioni stesse, fatta eccezione di quelle contenute negli articoli 3, 8, 9, 11, 13 e 16, sono estese anche agli ufficiali metropolitani comandati a prestar servizio militare continuativo nelle colonie, isolatamente o con reparti di truppa.

Per l'applicazione dell'articolo 16 alla predetta categoria di ufficiali, il limite massimo entro cui deve essere contenuto il risarcimento del bagaglio personale perduto è commisurato alla indennità di equipaggiamento assegnata al pari grado effettivo al Regio corpo delle truppe coloniali.

Art. 2.

Negli articoli 1, 2, 3, 7 e 9 del predetto Regio decreto sono introdotte le seguenti variazioni:

Articolo 1, sono aggiunti i seguenti comma:

« Sono compresi negli assegni di cui alla lettera *a*) l'indennità professionale, di servizio speciale e gli eventuali assegni personali ai quali gli ufficiali abbiano diritto in Italia.

« La misura dell'indennità coloniale pei comandanti dei Regi corpi di truppe coloniali è fissata, insieme a quella di rappresentanza, col decreto di nomina a tale carica ».

Articolo 2, la seconda parte del comma 2°, è sostituita dalla seguente:

« Nel caso di rimpatrio dalla data di decorrenza del provvedimento di rimpatrio ».

Articolo 3, la misura dell'indennità di equipaggiamento è sostituita come segue:

« *a*) L. 3500 ai comandanti dei Regi corpi;
« *b*) L. 2500 ai colonnelli;
« *c*) L. 2000 ai tenenti colonnelli o maggiori;
« *d*) L. 1500 agli ufficiali inferiori ».

Articolo 7, il 1° comma è variato come segue:

« In caso di destinazione in Colonia, sia d'autorità che a domanda di trasferimento e di rimpatrio definitivo, anche se trattasi d'ufficiali delle categorie in congedo, spettano agli ufficiali di cui ai comma 1° e 2°, dell'articolo 1, tanto per essi che per le persone di famiglia quando queste siano debitamente autorizzate a seguire ed a raggiungere l'ufficiale in Colonia.

E' aggiunto inoltre il seguente comma: « Nei movimenti di carattere collettivo, spettano le stesse indennità stabilite per i movimenti di carattere collettivo dalle norme vigenti nel Regno ».

Articolo 9, prima dell'ultimo, sono aggiunti i seguenti comma:

« Quando lo richiedano ragioni di servizio, il turno delle licenze ordinarie degli ufficiali può cominciare quattro mesi prima dei periodi di tempo fissati.

« La licenza spettante prima del definitivo rimpatrio è concessa, sempre che lo consentano ragioni di servizio, in modo che lo scadere della licenza coincida, possibilmente, col termine della ferma o rafferma coloniale ».

Art. 3.

Con Nostro decreto, su proposta del Ministro per le colonie, di concerto con gli altri Ministri interessati e con quello per le finanze, saranno stabilite, per ciascuna Colonia, la « formazione organica e l'ordinamento militare » del rispettivo Regio corpo.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI — DIAZ — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 novembre 1923.
Atti del Governo, registro 218, foglio 223. — GRANATA.

REGIO DECRETO 27 settembre 1923, n. 2508.

Istituzione di un Regio liceo scientifico in Rimini e di un Regio liceo femminile in Siena.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Veduto il Nostro decreto 6 maggio 1923, n. 1054, relativo all'ordinamento della istruzione media e dei Convitti nazionali;

Veduto l'altro Nostro decreto in data 7 giugno 1923, numero 1408, che stabilisce i contributi finanziari a carico delle Provincie, dei Comuni e di altri Enti pel mantenimento dei licei scientifici e dei licei femminili;

Veduti i voti formulati dall'Amministrazione provinciale di Forlì per la istituzione, a decorrere dal 1° ottobre 1923, di un Regio liceo scientifico in Rimini e dall'Amministrazione comunale di Siena per la istituzione, con la stessa decorrenza, di un Regio liceo femminile in Siena;

Riconosciuta la necessità di provvedere tempestivamente a tali istituzioni, in modo che i detti istituti possano funzionare all'inizio dell'anno scolastico 1923-24;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la pubblica istruzione, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

A decorrere dal 1° ottobre 1923 sono istituiti un Regio liceo scientifico in Rimini ed un Regio liceo femminile in Siena.

Art. 2.

Entro l'ottobre 1923 l'Amministrazione provinciale di Forlì e l'Amministrazione comunale di Siena faranno pervenire al Ministero della pubblica istruzione le rispettive deliberazioni, approvate dalla competente autorità tutoria, con le quali si impegnino a corrispondere all'Erario il contributo annuo stabilito dal R. decreto 7 giugno 1923, n. 1408, e a soddisfare gli oneri di cui agli articoli 97, 100 e 103 del Regio decreto 6 maggio 1923, n. 1054.

Art. 3.

I Nostri Ministri proponenti provvederanno alle modificazioni dei ruoli organici delle Regie scuole medie in dipendenza del presente decreto.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 27 settembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — GENTILE — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 novembre 1923.
Atti del Governo, registro 218, foglio 226. — GRANATA.

REGIO DECRETO 9 novembre 1923, n. 2515.

Trattamento da farsi ai dipendenti degli undici Comuni aggregati al comune di Milano, per effetto del R. decreto 2 settembre 1923, n. 1912.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

In virtù della delegazione di poteri conferita al Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601;
Veduta la legge comunale e provinciale testo unico 4 febbraio 1915, n. 148;
Veduto il R. decreto 2 settembre 1923, n. 1912;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei Ministri;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

I dipendenti dei comuni di Affori, Baggio, Chiaravalle Milanese, Crescenzago, Gorla, Precotto, Greco Milanese, Lambrate, Musocco, Niguarda, Trenno e Vigentino, Comuni aggregati a quello di Milano per effetto del citato R. decreto 2 settembre 1923, n. 1912, che alla data del 31 ottobre 1923 ed a norma del regolamento organico di rispettiva appartenenza, siano considerati in pianta stabile, saranno collocati in disponibilità, secondo le norme dei regolamenti organici stessi, o, in difetto, secondo le disposizioni contenute negli articoli 24, primo comma, e 27 del testo unico delle leggi sullo stato giuridico degli impiegati civili dello Stato, approvato con R. decreto 22 novembre 1908, n. 693, salva e riservata nel comune di Milano la facoltà di riassumerli sotto condizioni da stabilire caso per caso.

Coloro fra tali dipendenti, pei quali non venisse riscontrata opportuna la riassunzione e che non intendessero di venire riassunti, saranno ammessi a far valere gli eventuali diritti a trattamento di quiescenza che loro fossero per spettare a termini delle norme vigenti in argomento nel comune di rispettiva appartenenza.

Art. 2.

Si farà luogo al licenziamento dei dipendenti avventizi in servizio presso i Comuni sopraspecificati, con un preavviso di mesi due, ed ove occorra, con un trattamento di buona uscita da determinarsi caso per caso.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 9 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 novembre 1923.
Atti del Governo, registro 218, foglio 233. — GRANATA.

REGIO DECRETO 24 settembre 1923, n. 2164.

Passaggio dello Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione della Guerra alla diretta dipendenza del Ministero delle finanze (Provveditorato generale dello Stato), con la denominazione di « Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione dello Stato » ed approvazione dello statuto dell'Ente.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

In virtù dei poteri conferiti al Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601;
Visto il R. decreto-legge 25 agosto 1919, n. 1859, convertito in legge il 18 giugno 1922, n. 1012;
Visto il R. decreto 6 giugno 1923, n. 1186;
Riconosciuta la opportunità di utilizzare lo Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione della Guerra anche per le stampe che possono occorrere ad altri Ministeri, e la necessità di modificarne l'ordinamento al fine di tracciare precisamente i limiti entro i quali può e deve svolgersi l'attività del Consiglio di amministrazione e della direzione del medesimo, e di determinare con norme tassative i rapporti che debbono intercedere tra lo Stabilimento e lo Stato;
Considerato che l'incarico della provvista di tutte le stampe per le varie Amministrazioni statali, ad effetto del R. decreto 18 gennaio 1923, n. 89, è stato conferito al Ministero delle finanze con la istituzione del Provveditorato generale dello Stato;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la guerra, di concerto coi Ministri per le finanze e per l'economia nazionale;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

L'Ente autonomo denominato Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione della Guerra passa alla dipendenza diretta del Ministero delle finanze (Provveditorato generale dello Stato) e prende il nome di « Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione dello Stato ».

Art. 2.

E' approvato l'annesso statuto che stabilisce le norme per l'ordinamento dell'Ente medesimo.

Art. 3.

Lo statuto dell'Ente autonomo Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione della Guerra approvato con R. decreto-legge 25 agosto 1919, n. 1859, convertito in legge il 18 giugno 1922, n. 1012, e la legge che approva il detto statuto, sono abrogati.

Art. 4.

Il presente decreto avrà effetto dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 24 settembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DIAZ — DE' STEFANI — CORBINO.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 20 *ottobre* 1923.
Atti del Governo, registro 217, *foglio* 164. — GRANATA.

Statuto per l'Ente autonomo «Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione dello Stato».

Art. 1.

Le officine che il Ministero della guerra ha provveduto a creare in Roma in esecuzione del decreto-legge 16 agosto 1918, n. 1199, sono destinate alla produzione delle stampe di ogni genere che possano occorrere per l'Amministrazione dello Stato e vengono costituite in un Ente autonomo che prende il nome di «Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione dello Stato».

Questo Ente avrà la durata di dieci anni; tale durata potrà essere protratta con successivi decreti del Ministro delle finanze.

Lo Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione dello Stato per lo svolgimento della sua attività e per la produzione di lavoro è posto alla diretta dipendenza del Ministero delle finanze (Provveditorato generale dello Stato.

Lo Stabilimento medesimo non potrà intraprendere alcun lavoro per conto di privati senza espressa autorizzazione del Consiglio di amministrazione.

L'Ente nella sua qualità di commerciante è tenuto alla osservanza anche di quanto riguarda i libri di commercio (Cod. comm., Tit. 5°).

Art. 2.

Il capitale dell'Ente, intieramente conferito dallo Stato, è valutato in dodici milioni e comprende tutti i fabbricati, terreni, impianti fissi e mobili, motori, macchinari, scorte di magazzino, crediti dell'Amministrazione dello Stato e quant'altro alla data del presente statuto risulterà di pertinenza dello Stabilimento, e sarà fatto constare da apposito inventario (art. 15). Sul detto capitale decorrerà a favore dello Stato l'interesse del 5 %.

Art. 3.

L'amministrazione dell'Ente è affidata ad un Consiglio di amministrazione composto di 5 membri così designati:

a) due delegati del Ministro delle finanze;
b) un delegato del Ministro della giustizia;
c) un delegato del Ministro della guerra;
d) un delegato del Ministro dell'economia nazionale.

I consiglieri sono nominati dai rispettivi Ministri. I membri del Consiglio durano in carica quattro anni, scadono ogni due anni e cioè due dopo il primo biennio e tre dopo il secondo e possono essere riconfermati e così di seguito.

Il turno di uscita quando non possa essere determinato dalla anzianità è deciso dalla sorte.

Nel caso di vacanza di uno o più posti nel Consiglio provvederà alla nomina il Ministro competente. Il nuovo consigliere prende l'anzianità e segue il turno di scadenza di quello a cui è stato sostituito.

Il Presidente è designato dal Ministro delle finanze tra i membri del Consiglio di amministrazione.

Art. 4.

Il Consiglio di amministrazione si riunisce di regola una volta al mese, e, quando occorre, anche straordinariamente in seguito ad invito del presidente fatto con lettera raccomandata, a sua iniziativa, o a richiesta di due consiglieri, e delibera a maggioranza assoluta di voti dei presenti. In caso di parità prevale il partito che ha il voto di chi presiede.

Di ogni seduta sarà redatto processo verbale che verrà firmato dal presidente e dal segretario o da chi ne fa le veci. Gli estratti delle deliberazioni sono certificati conformi dal presidente e dal segretario e fanno fede in giudizio e dovunque occorresse produrli.

Qualora un consigliere manchi a tre sedute consecutive il Consiglio di amministrazione deve riferirne al Ministro interessato che può considerarlo come dimissionario e provvedere alla sostituzione. Il consigliere che entra in sostituzione prende, agli effetti della durata in carica, l'anzianità del consigliere che ha surrogato.

Art. 5.

Il Consiglio di amministrazione è coadiuvato da un Comitato direttivo composto dei principali funzionari dell'Ente e cioè, dal:

a) direttore amministrativo;
b) direttore tecnico;
c) capo contabile.

Questi funzionari sono scelti, nominati, sospesi o revocati su proposta del Consiglio di amministrazione dal Ministro delle finanze che ne fissa gli emolumenti.

Nelle adunanze del Consiglio di amministrazione potranno intervenire, per riferire nella parte che riguarda le singole attribuzioni, i membri del Comitato direttivo i quali però non avranno voto deliberativo.

Art. 6.

Il Consiglio di amministrazione è investito dei più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria dell'Ente e gli sono conferite tutte le facoltà per l'attuazione e raggiungimento dello scopo dell'azienda.

Le deliberazioni che importino modificazioni del patrimonio immobiliare o di macchinari o di impianti, sia per acquisto che per vendita, di somme superiori alle 50,000 lire, non divengono esecutive se non dopo l'approvazione del Ministro delle finanze. Ugualmente dovranno essere notificate ed autorizzate tutte le variazioni per qualunque importo qualora il saldo fra gli aumenti e diminuzione di capitale abbia raggiunto nell'esercizio la somma di lire 250,000.

In modo particolare spetta al Consiglio:

a) stipulare contratti o qualsiasi altro atto con Amministrazioni pubbliche o con privati;
b) acquistare e vendere mobili ed immobili e compiere tutti gli atti relativi;
c) autorizzare transazioni o compromessi;
d) nominare, sospendere o revocare gli impiegati ed il personale direttivo di officina e di capo reparto, fissarne gli emolumenti, le attribuzioni e le eventuali cauzioni;
e) nominare delegati, procuratori e mandatari speciali o generali;
f) redigere i regolamenti interni;
g) provvedere alla formazione dei bilanci annuali;
h) deliberare su tutto quello che non sia o per legge o per il presente statuto in modo tassativo stabilito.

Art. 7.

La firma e la rappresentanza dell'Ente tanto in via giudiziaria che trasgiudiziale spetta al presidente del Consiglio di amministrazione.

Il Consiglio potrà anche conferire la firma dell'Ente per determinati atti ad uno o più dei suoi membri o a funzionari od impiegati sia in via collettiva che individuale, nei limiti e con la forma che esso riterrà di stabilire.

Art. 8

La sorveglianza sulle operazioni dell'Ente e la revisione dei bilanci, in conformità di quanto stabilisce il Codice di commercio, sono affidati a due sindaci nominati ogni anno dal Ministro delle finanze, uno tra i funzionari del Provveditorato generale dello Stato, e l'altro tra i funzionari della Ragioneria generale dello Stato.

Essi dovranno riferire volta per volta al Ministro delle finanze sulle mansioni loro affidate.

Art. 9.

A ciascun membro del Consiglio di amministrazione spetta un compenso di lire 50 per ogni seduta.

I consiglieri non hanno diritto al rimborso delle spese da essi incontrate per l'esercizio delle loro funzioni salvo quelle sostenute per incarichi speciali conferiti dal Consiglio.

Art. 10.

La esecuzione delle deliberazioni del Consiglio spetta al Comitato direttivo al quale, oltre gli altri poteri che gli vengono delegati dal Consiglio, spettano le seguenti mansioni:

a) nomina e licenziamento degli operai e provvedimenti di urgenza anche riguardo al personale nominato dal Consiglio;

b) deliberazioni di urgenza per affari di ordinaria gestione, sempre che non eccedano i limiti conferiti al Consiglio, salvo riferirne al Consiglio medesimo nella prima seduta;

c) studio di ogni affare e trattazione da sottoporre al Consiglio di amministrazione.

Il Comitato direttivo si riunisce almeno una volta la settimana e quando occorra anche straordinariamente e delibera a maggioranza. Delle riunioni del Comitato direttivo verrà volta per volta redatto verbale da trascrivere su apposito registro.

Ogni mese il Comitato direttivo dovrà sottoporre al Consiglio una relazione sui fatti salienti dell'azienda. Da questa relazione dovrà emergere la somma delle spese eseguite nel mese e la somma del fatturato, la produzione dello Stabilimento in rapporto alla mano d'opera e una precisa situazione contabile.

Art. 11.

Al direttore amministrativo spetta particolarmente tutta l'ordinaria gestione amministrativa dell'Ente e dovrà curare che tutti gli acquisti di materie occorrenti per l'azienda e tutte le vendite siano fatte nel modo più opportuno. Ha unitamente al capo contabile il controllo sulla cassa, sovraintende alla redazione dei conti relativi ai lavori eseguiti dallo Stabilimento dandone comunicazione immediata alla contabilità e dispone per le riscossioni ed i pagamenti.

Il direttore tecnico ha la sorveglianza su tutti gli impianti e sulle lavorazioni affinchè tutto venga mantenuto, utilizzato e prodotto nella maniera più conveniente industrialmente. Decide sulle utilizzazioni degli impianti, studia le eventuali trasformazioni e propone l'assunzione od il licenzamento dei capi reparto o degli operai. Segnala al direttore amministrativo i requisiti tecnici a cui dovranno rispondere le materie da acquistare.

Il capo contabile ha la responsabilià della buona tenuta di tutte le scritture e cura che in esse i vari fatti amministrativi siano posti nella più chiara evidenza segnalando particolarmente al direttore amministrativo il movimento del conto debitori e creditori e le scadenze degli incassi e dei pagamenti. Ha il controllo sulla cassa e sul deposito e la utilizzazione di tutti i materiali del magazzino di consumo e segue le consistenze ed i movimenti dell'inventario.

Art. 12.

I lavori che lo Stabilimento eseguirà per le pubbliche Amministrazioni saranno sempre effettuati a pagamento e pagati su la base delle tariffe stabilite dai capitolati del Provveditorato generale dello Stato. A fine d'anno sulla base della media dei ribassi ottenuti nell'annata dal Provveditorato generale dello Stato pei lavori di stampa affidati mediante licitazione all'industria privata verrà stabilita la percentuale sul fatturato che lo Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione dello Stato dovrà versare in conto entrate eventuali Tesoro.

Art. 13.

Il Consiglio di amministrazione dell'Ente risponde al Ministro delle finanze della gestione affidatagli. Esso deve porre in ogni momento a disposizione della predetta autorità o delle persone che da quella fossero incaricate della sorveglianza della gestione o della revisione dei bilanci i libri, i documenti e la corrispondenza. Il Consiglio di amministrazione e il Comitato direttivo sono tenuti a fornire tutti gli elementi per accertare l'esattezza dei dati risultanti dai libri e dai bilanci e la regolarità della gestione.

Art. 14.

Il Ministero delle finanze di concerto con quelli della guerra e della giustizia può, con decreto motivato, procedere allo scioglimento del Consiglio di amministrazione ed alla nomina di uno nuovo, o alla sospensione del Consiglio, anche indipendentemente dal termine di cui all'articolo 4, quando vengano a risultare gravi irregolarità nella gestione tecnica o finanziaria o quando i risultati dell'azienda siano passivi.

Le circostanze che motivano il provvedimento saranno contestate al Consiglio di amministrazione perchè possa presentare le eventuali giustificazioni e gli schiarimenti che creda opportuni.

Nel caso di sospensione del Consiglio potrà il Ministro delle finanze con proprio decreto procedere alla nomina di un commissario straordinario ministeriale al quale verranno affidate tutte le funzioni del Consiglio di amministrazione.

Art. 15.

I fabbricati, i mobili, le macchine, gli apparecchi, gli utensili, la carta, i caratteri, gli inchiostri, i crediti dell'Amministrazione dello Stato verso il Poligrafico per forniture di materiali effettuate nel passato e quanto altro è stato accertato di pertinenza dell'azienda alla data dello scioglimento del Consiglio di amministrazione dello Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione della Guerra, così come è stato riconosciuto e trascritto in apposito inventario dai delegati dell'Istituto Geografico Militare e della Ragioneria generale dello Stato, tenuto conto delle variazioni derivate dalla susseguente gestione, costituisce il conferimento dello Stato di cui all'articolo 2, ed è assunto in carico dal Consiglio di amministrazione dell'Ente che ne renderà il conto. Le stesse norme si applicheranno anche per i nuovi acquisti che si rendessero necessari per l'esercizio, completamento, trasformazione e manutenzione dello Stabilimento.

Le scorte di materiali di consumo debbono essere mantenute all'incirca nelle quantità iniziali tenuto conto delle necessità dell'industria.

Gli aumeni dipendenti da costruzioni, da riparazioni e da nuovi acquisti effettuati dallo Stabilimento rimarranno alla liquidazione dell'Ente acquisiti allo Stato, insieme a tutte le altre attività risultanti.

Art. 16.

Il servizio di cassa dello Stabilimento sarà affidato, con apposita convenzione da approvarsi dal Ministro delle finanze, ad una Banca o ad un Istituto di notoria solidità designato dal Consiglio di amministrazione.

Art. 17.

L'esercizio dell'Ente si chiude al 30 giugno di ogni anno; entro i tre mesi successivi il Consiglio deve presentare il bilancio al Ministro delle finanze per l'approvazione. Non oltre il terzo mese dalla data del ricevimento del bilancio il Ministro delle finanze trasmetterà o l'approvazione o le eventuali osservazioni da servire come base alle modificazioni da introdurre al bilancio stesso dopo di che il bilancio potrà considerarsi approvato.

Art. 18.

Il bilancio della gestione di ciascun esercizio comprende tutti i fatti amministrativi relativi al periodo dal 1° luglio al 30 giugno e sarà compilato in base alle risultanze contabili dei libri e dell'inventario compilato al 30 giugno di ciascun anno. L'inventario terrà conto di tutte le attività e passività, fabbricati, materiali, macchinari ed impianti esistenti nello Stabilimento valutandoli ai prezzi di inventario per quelli conferiti dallo Stato all'inizio della gestione ed al prezzo di costo per quelli acquistati durante l'esercizio depurando i detti prezzi della quota di ammortamento.

Dal valore dei mobili, delle macchine e degli apparecchi sarà dedotto l'ammortamento annuo del 5 %. Ai materiali di dotazione e di consumo sarà dato il prezzo corrente depurato di una quota di calo del 10 %. Detto prezzo non dovrà però mai essere maggiore del prezzo di costo.

Qualora il valore corrente sul mercato dei vari macchinari ed impianti dovesse subire notevoli mutamenti in perdita dovrà, in relazione, essere aumentata la quota di ammortamento.

Art. 19.

I bilancio conterrà tutte le indicazioni necessarie per dimostrare con la maggiore chiarezza i risultati della gestione.

Nella situazione patrimoniale dovranno trovar luogo le seguenti voci:

All'attivo. — Cassa contanti, titoli di proprietà, effetti da incassare, depositi a cauzione presso terzi, deposito in conto corrente, crediti, fabbricati e terreni, macchinari, motori ed impianti, con sottovoci per gli aumenti e le diminuzioni avvenute nell'annata, mobili, materiali di dotazioni, magazzino materiali di consumo, pubblicazioni di proprietà, saldo profitti e perdite.

Al passivo. — Capitale conferito dallo Stato, riserve, depositi, debiti, accantonamenti perdite, saldo profitti e perdite.

Il conto profitti e perdite dovrà avere, nelle:

Perdite. — Gli interessi del 5 % sul capitale conferito dallo Stato (art. 2), le spese di imposte e tasse, le spese generali, le spese del personale, gli acquisti di materiali di consumo, la riserva crediti, le sopravvenienze passive e gli eventuali utili; nei:

Profitti. — Gli interessi su titoli in deposito presso terzi, i prodotti dello Stabilimento sia già fatturati che in corso di lavorazione, le sopravvenienze attive, il ricavato dalla vendita di materiali di consumo, le eventuali rendite di fabbricati o terreni e le eventuali perdite.

Il bilancio dovrà essere accompagnato da una dettagliata relazione sull'andamento dell'azienda, sul suo sviluppo e sulla ragione dei maggiori o minori utili. In essa il Consiglio di amministrazione dovrà prospettare tutte quelle modificazioni che l'esperienza desunta dai risultati ottenuti farà ritenere opportuno attuare pel buon andamento e pel maggiore incremento dell'azienda stessa.

Art. 20.

L'utile netto di ciascun esercizio risultante dal bilancio approvato dal Ministro delle finanze verrà ripartito in questo modo:

a) trenta per cento al fondo di riserva ordinario;

b) cinque per cento al Consiglio di amministrazione;

c) cinque per cento a disposizione del Consiglio di amministrazione per compensi straordinari;

d) dieci per cento per gratificazioni al personale;

e) venticinque per cento, alla Cassa di previdenza del personale ed alla Cassa di mutuo soccorso, da ripartire secondo le norme che verranno fissate dal Consiglio di amministrazione;

f) venticinque per cento da versare in conto entrate Tesoro (come all'art. 12).

Il Consiglio può proporre al Ministro delle finanze la formazione e l'incremento di uno speciale fondo di riserva da prelevare dagli utili netti anche in antecedenza al suddetto riparto.

La riserva verrà ordinariamente utilizzata per riparare ad eventuali perdite di bilancio; qualunque altro impiego dovrà essere preventivamente autorizzato dal Ministro delle finanze.

Il limite massimo fissato per il fondo di riserva ordinaria è di L. 2,500,000; le eccedenze dovute all'applicazione del disposto alla lettera *a*) del presente articolo dovranno essere versate in conto entrate Tesoro (come all'art. 12).

Art. 21.

L'attuale Cassa di previdenza degli operai è trasformata in Cassa di mutuo soccorso.

E' istituita una Cassa di previdenza allo scopo di formare per ogni partecipante un capitale da attribuirsi secondo le norme di uno speciale regolamento al partecipante stesso quando egli cessi dal servizio e ai suoi congiunti in caso di morte.

Sono iscritti alla Cassa tutti gli impiegati, operai e salariati dello Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione dello Stato.

Il regolamento della Cassa di previdenza compilato dal Consiglio di amministrazione, sentito il parere di una rappresentanza degli operai e degli impiegati, sarà presentato al Ministro delle finanze per l'approvazione.

Art. 22.

Gli impiegati ed i salariati assunti dallo Stabilimento non hanno qualità nè di funzionari nè di agenti dello Stato.

Qualora, in via eccezionale, funzionari o salariati dello Stato siano distaccati a prestare la loro opera presso lo Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione dello Stato nell'interesse di quest'ultimo Ente, dovrà l'Ente stesso procedere mese per mese al rimborso allo Stato degli stipendi o salari pagati ai distaccati dalle singole Amministrazioni effettuandone il versamento in conto entrate Tesoro (come all'art. 12).

Art. 23.

Le eventuali modificazioni del presente statuto dovranno essere approvate con decreto Reale su proposta del Ministro delle finanze di concerto con i Ministri della guerra, della giustizia e dell'economia nazionale, sentito il parere del Consiglio di amministrazione in carica.

Il Ministro delle finanze, di concerto con quelli della guerra, della giustizia e dell'economia nazionale può in qualunque momento sciogliere il Consiglio di amministrazione e mettere in liquidazione l'Ente qualora i risultati siano continuamente passivi, nominando un liquidatore che agirà in conformità del Codice di commercio (art. 197 e seguenti).

Disposizioni transitorie.

Art. 24.

All'inizio della gestione il Consiglio di amministrazione dello Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione dello Stato controllerà i risultati dell'inventario di cui all'articolo 15 con quelli delle bollette di scarico dell'Amministrazione militare per consegne allo Stabilimento Poligrafico e, d'accordo col Ministero della guerra, procederà alla regolarizzazione delle eventuali differenze. Sarà pure compito del Consiglio di amministrazione di prendere con la maggiore sollecitudine i provvedimenti necessari per tutelare gli interessi dello Stabilimento stesso relativamente ad affari od operazioni fatte dai passati amministratori e non debitamente autorizzate.

Art. 25.

L'esercizio 1922-1923 si chiude al 6 giugno 1923 e quello del 1923-1924 comincia dal 7 giugno 1923 e terminerà il 30 giugno 1924. Il bilancio dell'esercizio 1923-1924 verrà redatto in conformità del presente statuto.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per le finanze:
A. DE' STEFANI.

Il Ministro per la guerra
A. DIAZ.

Il Ministro per l'economia nazionale
CORBINO.

REGIO DECRETO 7 ottobre 1923, n. 2248.

Rappresentanza e difesa dello Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione dello Stato, da parte della Regia avvocatura erariale.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 1° del regolamento per l'esecuzione del testo unico delle leggi sulla Regia avvocatura erariale, approvato con R. decreto 24 novembre 1913, n. 1304;

Sulla proposta del Ministro per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Lo Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione dello Stato può essere rappresentato e difeso dalla Regia avvocatura erariale in tutti i giudizi attivi o passivi, avanti all'autorità giudiziaria, alle giurisdizioni amministrative ed ai collegi arbitrali.

Gli onorari e le competenze da corrispondersi alla Regia avvocatura erariale dall'Ente suddetto saranno liquidati a norma di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 7 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

A. DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 ottobre 1923.
Atti del Governo, registro 217, foglio 248. — GRANATA.

DECRETO MINISTERIALE 1° dicembre 1923.
Nomina del Consiglio di amministrazione e dei sindaci dell'Ente autonomo « Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione dello Stato ».

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il R. decreto 24 settembre 1923, n. 2164, col quale fu istituito lo Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione dello Stato e fu approvato lo statuto contenente le norme per l'ordinamento dell'Ente medesimo;
Visti gli articoli 3 ed 8 dello statuto suindicato;
Sentiti i Ministri per la giustizia e gli affari di culto, per la guerra e per l'economia nazionale;

Decreta:

Il Consiglio di amministrazione dello Stabilimento Poligrafico per l'Amministrazione dello Stato è così composto:
On. conte dott. Alessandro Casati, senatore del Regno, delegato dal Ministro per le finanze;
Comm. avv. Gino Grandi, delegato dal Ministro per le finanze;
Gr. uff. Donato Faggella, consigliere della Corte di cassazione, delegato dal Ministro per la giustizia e gli affari del culto;
Comm. Pasella Alfredo, colonnello di artiglieria in servizio di Stato maggiore, delegato dal Ministro per la guerra;
Comm. Rossoni Edmondo, delegato dal Ministro per l'economia nazionale.
Il conte dottor Alessandro Casati è nominato presidente del Consiglio medesimo.
Sono nominati sindaci dell'Ente predetto i signori:
Comm. dottor Luigi Pace, ispettore superiore nel Provveditorato generale dello Stato;
Comm. rag. Federico Merlino, capo sezione nella Ragioneria generale dello Stato.
Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti ed avrà effetto dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 1° dicembre 1923.

Il Ministro: A. DE' STEFANI.

REGIO DECRETO 18 novembre 1923, n. 2516.
Modifiche all'ordinamento del personale addetto al servizio della « Gazzetta Ufficiale ».

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

In virtù della delegazione dei poteri conferiti al Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601;
Visto il R. decreto 24 settembre 1923, n. 2141, sull'ordinamento del personale addetto al servizio della *Gazzetta Ufficiale*;
Visto il R. decreto 24 giugno 1923, n. 185 portante modifiche al R. decreto 19 aprile 1923, n. 945;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Sono abrogati il terzo comma dell'art. 7 ed il secondo comma del successivo articolo 8 del R. decreto 24 settembre 1923, n. 2141.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 novembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — DE' STEFANI.

Visto, *il Guardasigilli*: OVIGLIO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 29 novembre 1923.
Atti del Governo, registro 218, foglio 234. — GRANATA.

DECRETO MINISTERIALE 15 agosto 1923.
Aggio da corrispondersi dal Consorzio industrie fiammiferi ai rivenditori dei generi di privativa per la vendita dei fiammiferi.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'articolo 7 della convenzione stipulata fra lo Stato ed il Consorzio industrie fiammiferi per l'esercizio della vendita dei fiammiferi in Italia e nelle colonie, approvata con R. decreto 11 marzo 1923, n. 560;
Ritenuta la opportunità di facilitare l'avviamento del nuovo sistema di vendita, senza turbare in un primo tempo le consuetudini fin'ora in uso;
In seguito ad accordi intervenuti fra l'Amministrazione finanziaria ed il Consorzio industrie fiammiferi;

Decreta:

L'aggio da corrispondersi dal Consorzio ai rivenditori dei generi di privativa per la vendita dei fiammiferi è mantenuto nella misura del 7 % sino al 31 dicembre 1923 e verrà ridotto al 6 % a decorrere dal 1° gennaio 1924.

Roma, addì 15 agosto 1923.

Il Ministro: DE' STEFANI.

DECRETO MINISTERIALE 26 novembre 1923.
Restrizioni all'esercizio venatorio in provincia di Avellino.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visto l'art. 19 della legge 24 giugno 1923, n. 1420, recante provvedimenti per la protezione della selvaggina e l'esercizio della caccia;
Viste le proposte contenute nella deliberazione 6 novembre 1923, dell'Amministrazione provinciale di Avellino;

Decreta:

Articolo unico.

In provincia di Avellino e per il corrente anno venatorio, la caccia al cinghiale è consentita dal 10 dicembre al 31 gennaio.
Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e nel Foglio degli annunzi legali della provincia di Avellino.

Roma, addì 26 novembre 1923.

p. *Il Ministro*: A. SERPIERI.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

REGNO D'ITALIA

MINISTERO DELL'INTERNO

Direzione generale della Sanità pubblica

Bollettino sanitario settimanale del bestiame, n. 45, dal 5 all'11 novembre 1923.

PROVINCIA	CIRCONDARIO	Numero dei comuni infetti		Numero delle stalle o pascoli infetti	
		rimasti dalle settimane precedenti	nuovi denunziati	rimasti dalle settimane precedenti	nuovi denunziati
Carbonchio ematico.					
Alessandria	Alessandria	—	1	—	1
Arezzo	Arezzo	—	1	—	1
Bari	Bari	—	3	—	3
Brescia	Brescia	—	1	—	3
Id.	Verolanuova	—	1	—	2
Cagliari	Lanusei	—	1	—	1
Id.	Oristano	—	1	—	1
Como	Lecco	—	1	—	1
Cosenza	Castrovillari	—	1	—	1
Id.	Cosenza	—	1	—	1
Cuneo	Alba	—	4	—	6
Foggia	Bovino	1	—	1	—
Id.	Foggia	1	—	1	—
Id.	San Severo	2	1	2	1
Milano	Milano	—	1	—	1
Novara	Novara	—	2	—	3
Palermo	Palermo	—	1	—	2
Potenza	Potenza	—	1	—	1
Reggio Emilia	Reggio Emilia	1	—	1	1
Torino	Torino	—	1	—	1
Trento	Bressanone	—	1	—	1
		5	24	5	32
Carbonchio sintomatico.					
Pola	Volosca	—	1	—	1
Potenza	Potenza	—	2	—	4
Reggio Emilia	Guastalla	1	—	1	—
Id.	Reggio Emilia	—	1	—	1
Salerno	Campagna	—	1	—	1
Torino	Torino	—	1	—	1
Trento	Cavalese	—	1	—	1
Id.	Cles	—	1	—	1
		1	8	1	10
Afta epizootica.					
Alessandria	Alessandria	1	—	1	1
Id.	Asti	1	—	1	—
Ancona	Ancona	1	—	2	3
Aquila	Cittaducale	1	1	5	1
Ascoli Piceno	Ascoli	7	—	26	20
Belluno (a)	Belluno	2	—	2	—
Id.	Feltre	—	2	—	2
Bergamo	Bergamo	8	1	15	2
Id.	Treviglio	7	3	13	7
Bologna	Bologna	11	2	19	7
Id.	Imola	3	1	6	6
Brescia	Brescia	13	2	51	3
Id.	Chiari	8	14	—	2

PROVINCIA	CIRCONDARIO	Numero dei comuni infetti		Numero delle stalle o pascoli infetti	
		rimasti dalle settimane precedenti	nuovi denunziati	rimasti dalle settimane precedenti	nuovi denunziati
Segue *Afta epizootica.*					
Brescia	Salò	4	1	12	1
Id.	Verolanuova	8	1	26	6
Como	Como	3	4	24	5
Id.	Lecco	4	3	4	3
Id.	Varese	3	—	3	—
Cremona	Casalmaggiore	1	1	1	1
Id.	Crema	2	1	5	1
Id.	Cremona	3	1	4	3
Cuneo	Cuneo	3	—	6	—
Id.	Saluzzo	2	1	10	2
Ferrara	Cento	2	—	5	—
Id.	Comacchio	2	1	3	2
Id.	Ferrara	8	3	58	27
Forlì	Cesena	4	—	9	4
Id.	Forlì	1	1	4	3
Id.	Rimini	1	1	1	1
Genova	Genova	2	—	4	1
Lucca	Lucca	4	—	10	2
Macerata	Camerino	1	—	5	—
Id.	Macerata	5	—	25	1
Mantova	Mantova	3	4	4	10
Milano	Abbiategrasso	1	1	2	2
Id.	Gallarate	—	2	1	2
Id.	Lodi	2	5	2	9
Id.	Milano	1	6	1	7
Modena	Mirandola	3	—	7	5
Id.	Modena	—	1	—	1
Id.	Pavullo	2	—	3	—
Novara	Biella	—	1	—	1
Id.	Novara	4	—	5	—
Id.	Vercelli	1	1	1	2
Padova	Padova	6	12	8	16
Parma	Parma	4	—	4	1
Pavia	Mortara	1	2	1	2
Id.	Pavia	6	5	6	7
Id.	Voghera	1	—	1	—
Perugia	Perugia	1	—	1	—
Pesaro Urbino	Pesaro	1	2	2	2
Id.	Urbino	2	—	7	—
Piacenza	Piacenza	—	1	—	1
Pisa	Pisa	5	1	15	5
Id.	Volterra	1	—	4	2
Ravenna	Faenza	—	1	—	1
Id.	Lugo	2	—	5	3
Id.	Ravenna	3	—	23	2
Reggio Emilia	Guastalla	5	1	73	9
Id.	Reggio Emilia	1	2	1	2
Rovigo	Adria	4	1	8	4
Id.	Rovigo	7	7	12	12
Sondrio	Sondrio	4	2	4	2
Teramo	Teramo	2	—	14	1
Torino	Torino	2	3	2	8
Trento	Bolzano	1	1	1	2
Id.	Cavalese	—	1	—	1
Id.	Cles	—	1	—	1
Id.	Tione	1	1	1	2
Id.	Trento	1	—	1	1
Treviso	Conegliano	1	—	1	4
Id.	Treviso	—	2	—	2
Trieste	Monfalcone	—	2	—	2
Udine	Cividale	1	1	2	1
Id.	Tolmezzo	1	1	1	1
Id.	Udine	3	8	7	16
Venezia	Chioggia	2	—	5	—
Id.	Venezia	8	1	22	4
Verona	Verona	4	—	4	—
Vicenza	Vicenza	3	—	5	—
		227	125	646	271

PROVINCIA	CIRCONDARIO	Numero dei comuni infetti		Numero delle stalle o pascoli infetti	
		rimasti dalle settimane precedenti	nuovi denunziati	rimasti dalle settimane precedenti	nuovi denunziati
Malattie infettive dei suini.					
Ancona	Ancona	1	—	7	—
Aquila	Aquila	1	1	2	1
Id.	Avezzano	1	1	1	5
Arezzo	Arezzo	4	2	9	7
Avellino	Ariano	2	—	8	—
Id.	Avellino	—	2	—	2
Belluno	Belluno	1	—	2	1
Id.	Feltre	2	—	2	5
Bologna	Bologna	1	2	1	3
Id.	Imola	1	—	3	—
Campobasso	Campobasso	—	1	—	13
Id.	Isernia	—	2	—	15
Cosenza	Castrovillari	1	—	4	—
Id.	Cosenza	1	—	4	—
Cuneo	Saluzzo	1	1	1	1
Forlì	Cesena	—	1	—	2
Macerata	Camerino	1	—	1	1
Id.	Macerata	3	—	16	—
Modena	Modena	2	—	2	1
Parma	Borgotaro	1	—	1	—
Potenza	Matera	1	—	1	—
Id.	Potenza	1	—	1	—
Ravenna	Faenza	1	—	1	—
Id.	Ravenna	1	—	1	—
Reggio Calabria	Gerace	—	1	—	3
Siena	Montepulciano	1	—	2	—
Id.	Siena	3	—	9	—
Teramo	Teramo	1	—	1	—
Trento	Bolzano	—	4	—	7
Id.	Bressanone	—	2	—	2
Id.	Cavalese	—	1	—	1
Id.	Cles	—	2	—	2
Id.	Trento	—	2	—	2
Udine	Gorizia	—	1	—	2
Id.	Udine	—	2	—	2
		33	28	80	78
Morva					
Napoli	Napoli	1	—	1	—
Farcino criptococcico.					
Avellino	Avellino	3	—	3	—
Bari	Bari	4	—	4	—
Caltanissetta	Caltanissetta	1	—	1	—
Id.	Terranova	1	—	3	—
Napoli	Casoria	1	—	2	1
Id.	Castellammare	2	—	5	1
Id.	Napoli	3	—	10	—
Palermo	Palermo	1	—	3	—
Salerno	Salerno	2	1	2	1
Trapani	Alcamo	1	—	2	1
		19	1	35	4
Rabbia.					
Ancona	Ancona	1	3	2	3
Avellino (*b*)	S. Angelo Lomb.	1	—	1	—
Bari (*b*)	Bari	1	—	1	—
Belluno	Belluno	—	1	—	1
Bergamo	Bergamo	—	2	—	2
Id.	Treviglio	—	2	—	2
Segue ***Rabbia.***					
Bologna	Bologna	—	1	—	2
Brescia	Chiari	—	1	—	1
Caltanissetta	Caltanissetta	—	1	—	1
Campobasso	Isernia (*b*)	—	1	—	1
Id.	Larino	—	1	—	1
Como (*b*)	Como	—	1	—	1
Id.	Varese	—	1	—	1
Ferrara	Comacchio	—	1	—	2
Id.	Ferrara	—	2	—	2
Firenze	Firenze	—	1	—	1
Id.	Prato	—	1	—	1
Forlì	Forlì	1	—	1	—
Id.	Rocca S. Casciano	1	—	3	—
Macerata	Macerata	1	2	8	2
Mantova	Mantova	—	1	—	1
Messina	Messina	—	1	—	1
Modena	Modena	2	—	2	2
Napoli	Napoli	1	2	5	3
Palermo	Palermo	1	—	1	—
Siracusa	Modica	—	2	—	3
Torino	Torino	—	1	—	1
Trapani	Alcamo	1	—	2	2
Verona	Verona	—	1	—	1
		11	30	26	38
Rogna.					
Aquila	Aquila	1	1	2	1
Id.	Avezzano	1	1	1	5
Avellino	Ariano	1	—	1	—
Caltanissetta	Caltanissetta	1	—	1	—
Id.	Piazza Armerina	1	—	1	—
Campobasso	Isernia	1	—	1	—
Foggia	Bovino	1	—	6	—
Pola	Pola	1	—	1	—
Potenza	Potenza	—	1	—	1
		8	3	14	7
Vaiuolo ovino.					
Aquila	Aquila	1	—	1	—
Id.	Avezzano	2	—	2	—
Avellino	Ariano	—	1	—	1
Bari	Altamura	3	—	11	3
Id.	Barletta	1	—	3	—
Campobasso	Campobasso	1	—	1	—
Id.	Isernia	1	—	4	—
Id.	Larino	1	—	3	—
Foggia	Bovino	1	—	2	—
Id.	Foggia	1	—	3	—
Id.	San Severo	1	1	1	2
Forlì	Rimini	2	—	2	—
Lecce	Taranto	5	1	9	1
Pesaro Urbino	Urbino	—	1	—	2
Potenza	Matera	2	1	2	1
Id.	Melfi	2	—	2	—
Sondrio	Sondrio	4	—	4	—
		28	3	50	10

PROVINCIA	CIRCONDARIO	Numero dei comuni infetti: rimasti dalle settimane precedenti	Numero dei comuni infetti: nuovi denunziati	Numero delle stalle o pascoli infetti: rimasti dalle settimane precedenti	Numero delle stalle o pascoli infetti: nuovi denunziati
Morbo coitale maligno.					
Bergamo	Treviglio	4	—	11	—
Tubercolosi bovina.					
Ancona	Ancona	—	1	—	1
Avellino	Ariano	—	1	—	1
		—	2	—	2
Colera dei polli.					
Avellino	Ariano	—	1	—	1
Mantova	Mantova	—	1	—	1
Messina	Messina	—	1	—	4
Pisa	Pisa	—	1	—	1
Ravenna	Faenza	1	1	5	3
Reggio Calabria	Reggio Calabria	1	—	7	—
Teramo	Teramo	—	1	—	5
Trapani	Alcamo	1	—	2	2
		3	6	14	17
Aborto epizootico.					
Reggio Emilia	Reggio Emilia	—	1	—	1
Influenza equina.					
Siracusa	Noto	1	—	1	—

RIEPILOGO.

MALATTIE	Numero delle Provincie	Numero dei Comuni	Numero delle località
	con casi di malattia		
Carbonchio ematico	16	29	37
Carbonchio sintomatico	6	9	11
Afta epizootica	40	352	917
Malattie infettive dei suini	20	61	158
Morva	1	1	1
Farcino criptococcico	7	20	39
Rabbia	23	41	64
Rogna	7	11	21
Vaiuolo ovino	10	33	60
Morbo coitale maligno	1	4	11
Tubercolosi bovina	2	2	2
Colera dei polli	8	9	31
Aborto epizootico	1	1	1
Influenza equina	1	1	1

(a) I dati si riferiscono alla settimana precedente.
(b) Malattia sospetta.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO

Dazi doganali.

La media settimanale pel pagamento dei dazi di importazione da valere dal 3 al 9 dicembre 1923 è stata fissata in L. 446 rappresentanti 100 dazio nominale e 346 aggiunta cambio.

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

ISPETTORATO GENERALE DEL CREDITO E DELLE ASSICURAZIONI PRIVATE

CORSO MEDIO DEI CAMBI

del giorno 27 novembre 1923.

	Media		Media
Parigi	125 23	Belgio	107 86
Londra	100 98	Olanda	8 80
Svizzera	403 03	Pesos oro	16 37
Spagna	300 95	Pesos carta	7 19
Berlino	—	New-York	23 03
Vienna	0 0322	Oro	444 37
Praga	—		

Media dei consolidati negoziati a contanti.

CONSOLIDATI		Con godimento in corso
	3.50 % netto (1906)	77 82
	3.50 % » (1902)	71 85
	3.00 % lordo	48 50
	5.00 % netto	89 62

CORSO MEDIO DEI CAMBI

del giorno 28 novembre 1923.

	Media		Media
Parigi	124 54	Belgio	107 25
Londra	101 167	Olanda	8 81
Svizzera	404 72	Pesos oro	16 51
Spagna	301 25	Pesos carta	7 27
Berlino	—	New-York	23 175
Vienna	0 033	Oro	447 17
Praga	66 50		

Media dei consolidati negoziati a contanti

CONSOLIDATI		Con godimento in corso
	3.50 % netto (1906)	77 82
	3.50 % » (1902)	71 85
	3.00 % lordo	48 50
	5.00 % netto	8[illegible] 66

Dario Peruzy, direttore — Tumino Raffaele, gerente

Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato.